



HAL
open science

Surveiller les mobilisations, se mobiliser sous surveillance. Articuler histoire du renseignement et histoire des mobilisations en situation impériale

Vincent Bollenot

► **To cite this version:**

Vincent Bollenot. Surveiller les mobilisations, se mobiliser sous surveillance. Articuler histoire du renseignement et histoire des mobilisations en situation impériale. *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 2020, 3 (120), pp.112-130. 10.3917/gen.120.0112 . hal-04311196

HAL Id: hal-04311196

<https://hal.science/hal-04311196>

Submitted on 30 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Surveiller les mobilisations, se mobiliser sous surveillance

Articuler histoire du renseignement et histoire
des mobilisations en situation impériale

Vincent Bollenot

PP. 112-130

Ouvrages commentés

Kathleen KELLER, *Colonial Suspects: Suspicion, Imperial Rule, and Colonial Society in Interwar French West Africa*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 2018.

Holger WEISS, *Framing a Radical African Atlantic: African American Agency, West African Intellectuals and the International Trade Union Committee of Negro Workers*, Leyde, Brill, 2013.

Holger WEISS (dir.), *International Communism and Transnational Solidarity: Radical Networks, Mass Movements and Global Politics, 1919-1939*, Leyde, Brill, 2016.

En avril 2018, Kathleen Keller, professeure associée au Gustavus Adolphus College (St. Peter, Minnesota, États-Unis d'Amérique), publiait *Colonial Suspects: Suspicion, Imperial Rule, and Colonial Society in Interwar French West Africa* (Keller 2018). Sa parution pouvait légitimement susciter l'intérêt. D'une part, l'ouvrage est édité dans une collection (« French Overseas: Studies in Empire and Decolonization ») des presses universitaires du Nebraska qui s'est imposée depuis une dizaine d'années comme centrale dans les renouvellements historiographiques proposés par la nouvelle histoire impériale aux États-Unis¹, en publiant des ouvrages

marquants comme *Colonial Metropolis* de Jennifer Ann Boittin (2010), *The French Colonial Mind*, dirigé par Martin Thomas (2012a), ou, plus récemment, *French Mediterraneans*, dirigé par Patricia M. E. Lorcin et Todd Shepard (2016). Cette collection est codirigée par l'historien Tyler Stovall, spécialiste de l'immigration impériale en métropole et des mobilisations collectives pendant l'entre-deux-guerres, James D. Le Sueur, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Algérie coloniale et les relations franco-algériennes postindépendances, et Andrew J. B. Johnston, dont les travaux portent sur les rivalités impériales au Canada. D'autre part, l'ouvrage

est issu de la thèse de doctorat de l'auteurice, commencée en 1999 et soutenue en 2007 à l'université de Rutgers (New Jersey, États-Unis)², déjà citée dans plusieurs travaux du sous-champ dynamique qui se consacre au maintien de l'ordre en situation impériale³. La police, l'armée, le renseignement, l'administration coloniale mais aussi les collaborations, résistances et stratégies d'évitement déployées par les colonisés sont en effet autant d'objets d'étude privilégiés par la nouvelle historiographie des empires. En 2012, Emmanuel Blanchard et Joël Glasman dressaient un premier bilan de ce sous-champ, incitant à poursuivre ces recherches (Blanchard et Glasman 2012).

Nous verrons toutefois en premier lieu que, comme plusieurs autres ouvrages contribuant à ce renouveau, l'ouvrage de Kathleen Keller, se focalisant sur les « peurs » et les « angoisses » consubstantielles à ce qu'elle appelle une « culture de la surveillance »⁴, en vient à sous-estimer les mobilisations collectives qui défient la domination impériale. Pour comprendre la mise en place d'une surveillance impériale entendue comme véritable action publique, c'est-à-dire comme intersection de l'exercice de la puissance publique et des interpellations des administrés⁵, il convient d'adopter une perspective relationnelle qui considère pleinement les mobilisations collectives.

C'est pourquoi le sous-champ de la surveillance coloniale sera mis en regard, dans un second temps, avec un autre domaine historiographique en plein renouvellement, celui de l'histoire globale de l'anti-impérialisme et du communisme. Dans ce champ bouillonnant, les deux ouvrages publiés par Holger Weiss peuvent être convoqués avec profit. *Framing a Radical African Atlantic: African American Agency, West African Intellectuals and the International Trade Union Committee of Negro Workers* (Weiss 2013) et *International Communism and Transnational*

Solidarity: Radical Networks, Mass Movements and Global Politics, 1919-1939 (Weiss 2016) détaillent ainsi, non pas par le biais traditionnel de l'histoire de la théorie politique mais en suivant pas à pas des militants et leurs organisations, l'histoire des luttes des colonisés au sein de la Troisième Internationale (ou Komintern – pour Internationale communiste – ci-après). Ce domaine rencontre pourtant, quant à lui, l'écueil inverse à l'histoire de l'intelligence impériale : alors que la documentation issue de la surveillance coloniale et anticommuniste est bien mobilisée, ces ouvrages restent trop allusifs quant aux spécificités et à l'hétérogénéité des sources produites par les institutions de la suspicion. En conséquence, le poids de la surveillance politique sur la définition de l'action collective, mais aussi sur la subjectivité des administrés, demeure sous-évalué. Ces deux champs – celui de la surveillance coloniale et celui de l'anti-impérialisme transnational – gagneraient à être davantage co-construits. Adopter une démarche d'analyse de l'action publique permettrait précisément d'observer ce que la surveillance impériale fait aux mobilisations anti-impérialistes et de mesurer l'influence de ces dernières sur la première.

Politique coloniale ou « culture de la suspicion » ?

La mise en place d'une surveillance politique en AOF

L'objectif premier de *Colonial Suspects* est de retracer l'histoire de la surveillance politique en Afrique-Occidentale française (AOF). S'il vient ainsi combler une lacune de l'historiographie existante, il n'est pourtant plus aussi novateur qu'au moment du travail de doctorat de l'auteurice, plusieurs travaux s'étant consacrés depuis à ce sujet (Bat et Courtin

2012). Plus généralement, le champ de la surveillance coloniale, du maintien de l'ordre et du « policing » (terme issu de l'historiographie anglophone (Blanchard, Deluermoz et Glasman 2011) signifiant surveillance, régulation et maintien de l'ordre par les métiers de police ou assimilables) est en plein renouvellement depuis vingt ans (Anderson 2014; Bayly 1996; Blanchard 2011; Blanchard et Bloembergen 2017; Brückenhäus 2010 et 2017; Chattopadhyay 2006; Darnton 2001; Denis et Denys 2012; Glaes 2010; Goebel 2019; Grémont 2018; Morlat 1990; *id.* 1995; Prakash 2013; Rosenberg 2004; *id.* 2006; Satia 2009; Scales 2010; Singha 2015; Sohi 2011; Thomas 2005; *id.* 2007; *id.* 2012b; Zinoman 2001). Pour étudier ces phénomènes en contexte ouest-africain, les deux premiers chapitres embrassent le point de vue des colonisateurs, éclairant les origines de la politique de surveillance en AOF. Dès l'établissement de l'AOF en 1895, les autorités coloniales envisagent comme nécessaire la surveillance des populations circulant dans la région, notamment des Libanais et des Syriens, perçus comme des concurrents au commerce français. Les autorités religieuses sont également l'objet d'une méfiance administrative, les colonisateurs voyant d'un mauvais œil les pèlerinages, durant lesquels des idées millénaristes – ou à tout le moins antifranchaises – seraient colportées. Ces modalités de constitution de la non-sédentarité comme une caractéristique suscitant la suspicion peuvent pour partie être rapprochées de la vigilance à l'égard du vagabondage qui s'impose en métropole un siècle auparavant (Kitts 2008). La Première Guerre mondiale, sans remettre en cause ce fondement de la suspicion, amorce une redéfinition des techniques de surveillance. L'inspecteur de cinquième classe de la Sûreté générale Noël Paoli, dépêché à Dakar, prête main-forte au directeur des Affaires civiles de l'AOF Jules Cardes pour organiser

une classification systématique des dossiers des individus considérés comme suspects, et lancer des enquêtes plus systématiques pour protéger l'empire français de ses ennemis. Les autorités craignent en effet, en contexte de guerre, une jonction entre des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, jonction d'autant plus possible dans le territoire sous domination française que celui-ci est mal maîtrisé et que ses sujets sont assignés à une périphérie ambiguë. C'est donc logiquement que la lutte contre les « menaces » qui pèsent sur la France et son empire – marque paradoxale de sa grandeur expansionniste mais aussi de sa fragilité – perdure après l'armistice. De plus, la révolution russe de 1917 puis la création du Komintern en 1919 font surgir un nouveau péril contre la France et son empire : le communisme international. Sans patrie ni frontières, les communistes sont d'autant plus menaçants qu'ils entendent, depuis l'étranger, l'empire et la métropole, faire chuter le colosse capitaliste en s'attaquant à son pied d'argile : un empire brutalisé propice à l'insurrection. Qui plus est, les tirailleurs et travailleurs mobilisés en Europe pendant la guerre revenant au pays, les pouvoirs impériaux craignent la propagation de l'idée d'une France ingrate qui ne reconnaît pas l'impôt du sang versé par les colonisés dans l'espoir d'une reconnaissance politique, et d'une blancheur barbare qui se déchire dans des conflits fratricides (Frémeaux 2006). Une idée bien loin de la propagande bâtie, au même moment, pour justifier la « mission civilisatrice » des Français (Conklin 1997). La reconduction de certaines logiques de guerre structurera la suspicion pendant les deux décennies suivantes, brouillant la frontière entre état de guerre et état de paix. Le second chapitre s'aventure dans le quotidien de la surveillance politique, montrant les habitudes, les réflexions et les réflexes présidant à l'identification de suspects, à la collecte de renseignements dans les sociétés

urbaines et rurales. L'auteurice montre comment l'information, suite à sa production et sa synthèse dans des fiches individuelles faisant figurer les noms, âge, photographies, empreintes digitales et « race » des personnes suspectées, est distribuée dans différents bureaux de l'administration coloniale, puis interprétée ou oubliée.

Les trois chapitres suivants entendent adopter le(s) point(s) de vue des suspects pour explorer leur univers. Plusieurs pages décrivent les figures hautes en couleurs de charlatans, attirés par une Dakar cosmopolite et propice à tous les négoce. Le trait dominant qui ressort à la lecture de ces trois chapitres est que la surveillance coloniale cible spécifiquement ce que le pouvoir impérial considère comme étant la marginalité sociale et politique. Les personnes suspectées sont ainsi affublées de catégories légitimant leur surveillance, telles que « communiste », « escroc », « personne louche » ou « énigmatiques » (CS, p. 111). En somme, étudier les catégories de la surveillance permet en creux de percevoir les catégories de gouvernement colonial et de la normalité sociale qu'il entend établir. La sédentarité apparaît ainsi comme un trait structurant de l'ordre colonial : étrangers, commerçants (d'autant plus lorsqu'ils sont illicites et non européens), pèlerins, militants internationalistes et autres sans-domicile mettent en évidence une maîtrise seulement parcellaire de l'espace par la force impériale, et en ce sens donnent à voir les incomplétudes de sa domination.

« *Culture de la surveillance* », « *paranoïa* » et « *angoisses* »

Pour Kathleen Keller, les phénomènes cités plus haut – continuum entre guerre et paix, entre ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, création de réseaux communistes transnationaux, redéfinition de la politique impériale après la guerre⁶ (Lebovics 1992) – ne sont déterminants dans la surveillance politique

en situation coloniale qu'en ce qu'ils contribuent à la constitution d'une « culture de la surveillance », élément considéré par l'auteurice comme central dans la mise en place du renseignement politique impérial. Elle avance ainsi :

« Le maintien de l'ordre colonial a typiquement été compris comme une entreprise rationnelle de sécurisation de la propriété coloniale des Européens, de défense d'un ordre social et politique, des crimes policiers, de protection de l'économie coloniale, et de prévention des rébellions. Mes recherches dans l'histoire de la suspicion révèlent que bien plus était en jeu. L'argument central de ce livre est qu'une « culture de la suspicion » émergea en Afrique-Occidentale française pendant la période de l'entre-deux-guerres, qui en vint à définir les pratiques de police et de l'État colonial, et peut éclairer certains aspects de la société coloniale. La culture de la surveillance révèle combien *les peurs à propos de la dissidence politique comme une menace existentielle pour les Français les mena* à identifier des suspects qui apparaissaient comme potentiellement effrayants. Le maintien de l'ordre en AOF révélait un incroyable côté irrationnel à la règle coloniale dans laquelle la paranoïa, la peur, l'anxiété, dominaient la prise de décision⁷ » (CS, p. 4, nous soulignons).

Cette démarche n'est pas une simple remise en cause de la rationalité portée par les acteurs historiques, une recherche de leurs déterminations inavouées, de leurs stratégies secrètes ou inconscientes. Il s'agit de considérer qu'il n'y a pas de rationalité à la surveillance politique et qu'elle relève d'une culture de la surveillance. La première conséquence d'une telle démarche est de livrer une analyse relativement dépolitisée d'une surveillance coloniale qui relève principalement de la « paranoïa » (quatorze occurrences dans le livre), de

l'«angoisse» (dix-sept occurrences). L'emploi de ces termes place l'ouvrage dans le sillage d'Ann Laura Stoler qui appelait, en 2009, à se saisir des affects des acteurs du gouvernement colonial, notamment des affects négatifs d'angoisse, de peur, de trouble, dévoilant les fragilités de la domination impériale⁸. Cette catégorie a, depuis, été reprise dans plusieurs études se penchant sur la surveillance coloniale (Thomas 2007). Plus généralement, il est devenu incontournable dans les sciences sociales de considérer les affects comme producteurs de politique (Citton et Lordon 2008) et de réévaluer la toute-puissance autoproclamée du régime impérial-colonial à l'aune des peurs, des échecs et des regrets des colonisateurs (Etemad 2019). Cependant, Ann Laura Stoler montre comment les affects sont nourris d'une réalité politique qu'ils alimentent en retour, analysant la manière dont les angoisses des dominants constituent autant de rouages de la domination, de ressorts de la légitimation de l'impérialisme (Stoler 2009). La crainte peut ainsi être une modalité affective de défense d'intérêts (réels ou supposés), en l'occurrence ici d'intérêts impériaux. Prendre au sérieux ces affects n'implique ainsi pas de leur donner la quasi-exclusivité de la détermination historique ni de les considérer comme échappant à un registre de rationalité. Dans *Colonial Suspects*, la «paranoïa» devient la cause principale de la surveillance politique :

«Le besoin d'une surveillance de la population dans le but de collecter des renseignements à propos de formes menaçantes de propagande était en lien avec un fantasme de hauts administrateurs plus qu'avec une réelle menace au sein de la population⁹» (CS, p. 49).

Quelques lignes plus bas, la perspective est réaffirmée :

«Les historiens ont reconnu que la paranoïa donnait forme aux institutions

coloniales de surveillance, mais il semble que dans le cas de l'Afrique-Occidentale française, il s'agissait peut-être *du facteur le plus significatif* conduisant les autorités à mener des enquêtes politiques¹⁰» (CS, p. 51).

Enfin, au moment de nuancer cette idée, la focalisation sur l'irrationalité supposée de la surveillance politique est en fait à nouveau convoquée :

«les idées à propos d'étrangers suspects comme des agents communistes, quoique dictés par la paranoïa, n'étaient pas entièrement fantasmatiques¹¹» (CS, p. 106).

Ce biais est en partie lié aux sources prises en compte et à la manière de les mobiliser. Dans l'introduction, Kathleen Keller explique s'être appuyée sur un fonds de dossiers individuels épars de surveillance de la division de la Sûreté générale et du bureau des Affaires politiques du gouvernement général de l'AOF, conservés aux Archives nationales à Dakar. À partir de ces documents, l'autrice a entrepris de retracer des parcours de personnes suspectes, en confrontant les papiers de la Sûreté, quand cela s'avérait possible, à des sources de presse ou à des sources secondaires (CS, p. 15). Mais la méthodologie d'ensemble n'est pas avancée de manière très précise, si bien que le lecteur ne connaîtra qu'approximativement le nombre de dossiers individuels réunis par l'historienne : «J'estime le nombre total de dossiers de suspects examinés entre 1914 et 1939 dans ce projet à environ quatre cents¹²» (CS, p. 14). Si ces dossiers, en réalité hétérogènes et issus de contextes de production relativement différents, ne se prêtent pas nécessairement à une analyse prosopographique – du moins dans le sens où l'entendent Claire Lemerrier et Claire Zalc (2007 : 19-33) –, il aurait été bénéfique de proposer plus précisément quelques variables. Quelle est la proportion

de «suspects» étiquetés «communistes»? Combien sont sujets français? étrangers? européens? S'agit-il de femmes autant que d'hommes? Toute approche quantitative est d'emblée écartée, considérant les limites de catégories d'analyse macro jugées trop rigides, ne pouvant saisir la variété des situations. Livrer le nombre précis de dossiers individuels pris en compte impliquerait ainsi une fausse idée du nombre de personnes suspectées sous des atours trop définitifs, le bassin de la suspicion étant plus large que les seuls cas relevés par le bureau des Affaires politiques (CS, p. 15). Cette méfiance à l'égard de toute approche quantitative est si forte chez l'autrice qu'elle en vient à clore ainsi la possibilité de recourir à ces outils : «Je ne me fie pas aux analyses quantitatives¹³» (CS, p. 14). Ce mode de traitement des sources affaiblit l'analyse structurale des catégorisations politiques, la privant d'emblée d'un outil d'objectivation. Dès lors, les angoisses qui transparaissent dans les documents d'archives sont isolées d'autres paramètres d'analyse (réurrence des catégories de suspicion, composition sociale précise des surveillants, des surveillés) qui permettraient de comprendre la rationalité politique dans laquelle ces affects sont inscrits.

Le mode de démonstration avancé dans le livre est donc très impressionniste : chaque idée est illustrée par un ou deux exemples détaillés. Si la richesse et le charme d'autant de détails sont une des forces de l'ouvrage, la lecture est trop peu guidée sur des montées en généralité. Le livre ne permet pas de replacer le système de surveillance ouest-africain dans son contexte impérial, ce qui aurait permis de réévaluer la prééminence des déterminations d'ordre psychologique. À titre de comparaison et de contextualisation, un système de fichage comparable existait-il en Indochine et dans les vieilles colonies? Et en métropole? Précisément, alors que l'autrice a consulté certains fonds aux

Archives nationales d'Outre-mer (ANOM) pour prendre connaissance des carrières des fonctionnaires coloniaux français rencontrés dans son étude, elle ne s'y est pas penchée sur les fichiers de la surveillance. La consultation d'un fonds de vingt mille dossiers individuels issus de la surveillance politique, en métropole, des populations venues de l'empire aurait permis de détailler davantage encore certains profils de «suspects», leurs mobilités transnationales, voire les différences ou similitudes de traitement entre métropole et empire¹⁴. Cet impressionnisme ne permet donc pas véritablement d'affirmer (ou d'infirmer) que la surveillance politique «fait système» en AOF.

Communisme transnational et lutte anti-impériale : un fantasme de fonctionnaires ?

La focalisation sur les angoisses et la paranoïa des acteurs du pouvoir impérial tend enfin à sous-évaluer la réalité des mobilisations collectives anti-impérialistes de l'époque. Or, l'historiographie récente de l'anti-impérialisme transnational montre qu'il est nécessaire d'analyser l'histoire des dispositifs de surveillance impériale en relation avec l'histoire des mobilisations collectives. Considérer que l'action publique est principalement fondée sur des fantasmes revient à oublier que les relations avec le public visé par la politique de suspicion sont un élément participant à l'orientation de cette action publique.

C'est ainsi qu'étudiant un système de surveillance anticommuniste, l'autrice ne mobilise pas les travaux récents portant sur l'histoire transnationale du communisme et de la question anti-impérialiste, en particulier en ce qui concerne les Africains. Les travaux de Joy Gleason Carew (2008), Jonathan Derrick (2011), David Featherstone (2008; 2012; 2014), Minkah Makalani (2011; 2017), Margaret Stevens (2017) ou

Holger Weiss (2013 ; 2016) ne sont ainsi pas convoqués. Des travaux plus anciens sur la question (Hargreaves 1993 ; Kanet 1973 ; McClellan 1993 ; Sheridan 1975 ; Solomon 1998 ; Wilson 1974) ne sont pas non plus pris en compte. Enfin, les travaux portant sur le communisme, l'anticommunisme et la question noire aux États-Unis d'Amérique (Campbell 1994 ; Gilmore 2008 ; Lang et Lieberman 2009 ; Maxwell 1999 ; Schmidt 2000 ; Zumoff 2014) ou sur l'action du Komintern en Asie (Duiker 1975 ; Marangé 2012 ; *id.* 2016a ; *id.* 2016b ; *id.* 2016c ; Quinn-Judge 2003) et en Amérique Latine (Caballero 2002 ; Mayer 2016) pendant l'entre-deux-guerres auraient pu apporter des éléments de contextualisation à l'échelle globale. Ces absences bibliographiques sont la conséquence de l'idée selon laquelle le militantisme communiste est avant tout le fruit de l'imagination des administrateurs, et non le produit des efforts de militants organisés.

Cette perspective pose, d'une part, un problème mémoriel puisqu'elle minore l'importance des mobilisations collectives qui affrontèrent l'impérialisme. D'autre part, ce postulat conduit à des contresens historiques¹⁵. Dans un passage intitulé « Dangerous Politics » (*CS*, p. 124-130), Kathleen Keller se penche sur la variété politique des « menaces » surveillées par les autorités impériales, afin de démontrer que le communisme n'est pas la seule force politique à lutter contre la présence française en AOF. Pour ce faire, elle se penche en effet sur le journal *Chaines*, bulletin de la Ligue anti-impérialiste (LAI)¹⁶. En septembre 1933, la police saisit une centaine de ces journaux introduits dans la colonie par un syndicaliste, Leroy. Les recherches à son sujet montrent une correspondance avec le français Henri Henriot – notons, à titre d'hypothèse, qu'un certain « Henri Henriot, allumetier » fut signataire de la charte d'Amiens –, propagandiste de

la LAI. Kathleen Keller conclut : « l'histoire entourant *Chaines* montre que les autorités coloniales recherchaient activement des Français engagés dans la propagande anti-coloniale *en dehors des cercles communistes*¹⁷ » (*CS*, p. 127, nous soulignons). L'exemple est mal choisi : la LAI est une organisation communiste affiliée au Komintern et dirigée par des bolchéviques comme Willi Münzenberg (Petersson 2014a ; *id.* 2014b) ou Veerendranath Chattopadhyaya (Barooah 2004), même si, à ses débuts, elle se voulait une plateforme n'affichant pas sa couleur, afin de s'ouvrir à des sociaux-démocrates qu'il s'agirait de radicaliser progressivement. La LAI édite ou participe à l'édition de plusieurs journaux francophones, dont *Chaines*, pour répandre les idées anti-impérialistes. Au-delà de l'erreur factuelle, c'est la perspective qui est ici en cause : trop considérer les mobilisations collectives comme des phobies impériales sans soubassement matériel conduit à ne pas retracer la chaîne de construction des affects de peur bien réels et influents dans la politique anticommuniste, et par conséquent à mal estimer leur fonction dans la construction de relations de domination.

L'étude du fonctionnement des systèmes de surveillance a beaucoup à gagner à s'intéresser à la psychologie et aux affects de ses acteurs. Cependant, une focalisation trop exclusive sur ces aspects sans objectivation sociale des surveillants, sans description fine de leurs parcours et de leurs relations avec la population suspectée tend à psychologiser la causalité historique, et à oublier l'histoire politique dans laquelle ces affects sont inscrits. La focalisation sur les affects place, de fait, hors champs les mobilisations collectives suspectées, en l'occurrence les réseaux et les actions anti-impérialistes, certes assez faibles dans l'AOF de l'entre-deux-guerres, mais souvent bien réellement communistes.

Communisme transnational et surveillance coloniale

Un renouveau historiographique dans une perspective globale

Le renouveau de l'historiographie s'intéressant au Komintern est nécessairement lié au champ de l'histoire de la surveillance politique. En effet, si des études sont permises par des ouvertures dans les années 1990 et 2000 d'archives à Moscou (Pennetier et Pudal 2014: 7-14) d'anciennes structures liées au Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), les historiennes et historiens se penchant sur le communisme transnational sont nécessairement confrontés au problème de la mobilisation d'une documentation issue de services de renseignement.

Les études sur le Komintern se renouvellent depuis une douzaine d'années précisément sous l'angle de l'histoire de l'anti-impérialisme et de l'antiracisme. L'interrogation contemporaine de l'articulation des luttes et l'intensification des débats épistémologiques et politiques ne sont peut-être pas étrangères à ce renouveau. Si ce domaine de recherches est très dynamique, il ne constitue pas pour autant une nouveauté, des études historiques ayant déjà été proposées sur le sujet (Liauzu 1982). Sans en faire un panorama complet, on peut souligner que le Komintern et ses militants noirs d'une part (Hargreaves 1993; McClellan 1993; Wilson 1974)¹⁸, et le Komintern et la question noire aux États-Unis d'autre part (Campbell 1994; Kanet 1973; Solomon 1998; Zumoff 2014: 287-364) sont des questions déjà explorées. Enfin, le communisme et l'anti-impérialisme vietnamien ont déjà été le sujet de plusieurs études (Duiker 1975).

Depuis la fin des années 2000, une série de travaux anglophones tend toutefois à réinvestir ces objets à l'aune d'une approche globale (Studer 2015) ou dans une perspective

intersectionnelle (interrogeant l'articulation des effets de – et des luttes contre – différentes formes de domination). Si l'actualité politique et intellectuelle est souvent marquée par des clivages forts à propos de l'antiracisme, ce renouveau historiographique bénéficie d'un certain rafraîchissement des débats relatifs au bilan du communisme. L'histoire de l'anti-impérialisme a en effet été influencée par une perspective trotskyste visant à démontrer l'insuffisance de l'engagement des communistes orthodoxes sur le terrain colonial (Moneta 1971)¹⁹. D'un autre côté, l'historiographie communiste, plus difficilement identifiable et certes plus avare sur la question, entendait glorifier cette action (Durand 1986)²⁰. Le débat est aujourd'hui reconfiguré d'après le constat d'une relative autonomie des organisations du Komintern à l'égard de la stalinisation du mouvement communiste jusqu'au tournant des années 1920-1930 (Weiss 2016b). Dès lors que ce constat est posé, les analyses de collectifs liés au Komintern mais sans dépendre directement du PCUS n'ont plus pour objectif de (dis)créditer l'action des communistes quant à la question coloniale.

Sans chercher à identifier l'avant-garde de ce tournant historiographique, les travaux de Hakim Adi en ont marqué une étape notable (Adi et Sherwood 2003; Adi 2009; *id.* 2010; *id.* 2013; *id.* 2018). C'est en se penchant sur les racines du panafricanisme que l'historien a réévalué les luttes antiracistes du Komintern. Si son histoire demeure, à l'image des précédentes recherches en la matière (Duffield 1984) en partie une histoire intellectuelle, elle renouvelle l'objet par son approche globale. Les discours de libération noire («black liberation») étant radicalement critiques des frontières nationales – les liens raciaux considérés plus importants que les histoires nationales –, Hakim Adi se penche sur des mobilisations collectives forcément transnationales, aux États-Unis,

en Grande-Bretagne, en Afrique du Sud et dans la Caraïbe, mettant en évidence des circulations militantes et discursives. Cet intérêt pour les circulations et les relations entre communisme international et lutte antiraciste globale est partagé par plusieurs études des réseaux militants. Un certain bouillonnement historiographique existe sur les militants noirs en Russie soviétique, comme en témoignent les travaux de Joy Gleason Carew (2008) et la réalisation en cours d'un documentaire audiovisuel sur le sujet²¹. D'autres travaux abordent le sujet à l'aune d'une méthode globale focalisée sur les circulations transnationales, mais en se penchant sur des espaces circonscrits de mobilisations collectives qu'il s'agisse de la Caraïbe (Stevens 2017) ou de l'Atlantique par exemple (Makalani 2011 ; *id.* 2017).

Le communisme international et ses solidarités transnationales

C'est dans cette perspective globale que s'insèrent les deux livres publiés par Holger Weiss, *Framing a Radical African Atlantic* (FRAA ci-après) et *International Communism and Transnational Solidarity* (ICTS ci-après), respectivement en 2013 et 2016. Le second réunit un collectif dirigé par Holger Weiss, professeur à la Åbo Akademi University (Turku, Finlande) et spécialiste d'histoire globale, qui explique (ICTS, p. 42-44) avoir rassemblé les contributions de cinq chercheurs – pas de chercheuses – collaborant depuis 2004 au sein du groupe de recherche Intersol (International Solidarity, Utopians Ideals and Political Consciousness: Radical and Left-Wing Networks during the Inter-War Period and Beyond) et du séminaire «The Comintern and African Nationalism, 1921-1935». Plusieurs des contributeurs (Holger Weiss et ses doctorants Fredrik Petersson et Kasper Braskén) animent également le «Global History Lab», plateforme qui vise à mettre en relation des historiens

aux intérêts très divers par une approche globale, couplée à certains fondamentaux de l'histoire sociale. Pas surprenant, donc, que ces deux ouvrages soient édités dans la collection «Studies in Global Social History» de Brill.

L'objectif de *ICTS* est d'éclairer un point aveugle des études de la solidarité internationale qui se cantonnent souvent au spectre des organisations non gouvernementales (ONG), et principalement à la période post-Seconde Guerre mondiale. Dans l'introduction de l'ouvrage (ICTS, p. 12-13), les auteurs se placent explicitement dans le sillage de la sociologie des «nouveaux» mouvements sociaux («*new or alternative social movements*») en entendant en changer la chronologie dominante. Il est en effet généralement admis que dans le contexte de la guerre froide, de nouvelles organisations collectives transnationales apparaissent, caractérisées par l'utilisation de médias de masse, par leur échelle globale d'intervention, par des innovations organisationnelles, voire par de «nouveaux» objets de lutte, comme la défense de la paix, des femmes, des droits humains (discutant Cohen et Rai 2000). L'ouvrage affirme au contraire que ces modalités d'action et ces thématiques d'intervention n'ont rien de nouveau dans les années 1970 et que la mise en perspective historique permet de montrer leur ancrage ancien.

Ce livre est tout autant une contribution à une histoire du communisme qui ignore parfois l'importance de la galaxie constituée par des organisations dites satellites, massives et importantes dans l'encadrement quotidien des militants. Les auteurs se penchent dans ce volume sur plusieurs organisations de solidarité liées, à des degrés divers, au Komintern ou au Profintern²². Ces organisations, qui échappent à la typologie habituelle de l'étude des mobilisations collectives (distinguant associations, partis,

ONG et organisations gouvernementales) ont en commun leur *radicalité*. Les auteurs définissent celle-ci comme la démarche de production d'une solidarité internationale reposant sur les bases d'un diagnostic politique : celui selon lequel le système capitaliste serait à la racine des maux que se proposent de combattre ces organisations. Précisément, si ces maux sont variés, les principaux axes de lutte des organisations transnationales de solidarité communiste sont l'anti-impérialisme, l'antiracisme et l'antifascisme, fascisme et impérialisme étant analysés (de façon plus ou moins stricte) comme des émanations du système capitaliste. Cette solidarité transnationale se fonde sur le sentiment (qu'elle contribue à elle-même à produire) d'une appartenance commune, d'une réciprocité entre opprimés auquel s'intègrent les exploités de l'Ouest et les opprimés du Sud. On est bien loin de l'idée de charité qui préside, au même moment, à la constitution des premières ONG.

Le répertoire d'action mobilisé par cette solidarité transnationale est vaste, dépendant des circonstances. L'une des plus célèbres de ces organisations est le Secours rouge international (SRI)²³, qui lutte contre la répression politique. Dans le chapitre 2, Gleb J. Albert se penche sur cette structure globale à travers l'exemple de sa section moscovite. Créé en 1922 au IV^e congrès du Komintern, le SRI coordonne des campagnes d'information et de résistance contre la répression (touchant notamment au monde du travail et l'univers impérial). Mais au-delà des campagnes de presse pour informer et dénoncer, le SRI organise un soutien juridique international, mobilisant des avocats communistes pour défendre des militants aux frais de l'organisation. La Ligue anti-impérialiste (LAI), à laquelle s'intéresse la contribution de Fredrik Peterson (chapitre 5) organise elle aussi des campagnes d'agit-prop et de mobilisations ponctuelles – contre l'exposition coloniale

par exemple (Bollenot 2019). Elle participe aussi à la production d'une presse spécifiquement anti-impérialiste (dont *Chaines*). Enfin, elle tend à coordonner des mobilisations collectives anti-impérialistes très éclatées. La contribution de Frederik Peterson, en cela cohérente avec la démarche du livre, discute habilement les ruptures chronologiques dominant l'histoire des indépendances, l'historiographie se focalisant habituellement sur les mobilisations postérieures à la Seconde Guerre mondiale. La LAI est en effet fondée lors d'un congrès inaugural tenu à Bruxelles du 10 au 14 février 1927, réunissant 174 délégués de 134 organisations politiques ou syndicales occidentales et coloniales (*ICTS*, p. 192). Impulsée par des cadres du Komintern – Virendranath Chattopadhyaya et Willi Münzenberg en seront les figures de proue –, la stratégie des communistes est néanmoins de ne pas afficher la LAI comme une organisation communiste mais, comme on l'a vu plus haut, d'y accepter des sociaux-démocrates. Or, explique Fredrik Peterson, le congrès de Bruxelles est l'une des grandes références, relativement oubliée aujourd'hui, des débuts du mouvement tiers-mondiste. Il évoque ainsi la nostalgie du président indonésien Sukarno qui lors d'un discours à la conférence de Bandung en 1955 évoque l'influence d'un événement selon lui fondateur voire préfigurateur des luttes des années 1950²⁴.

Enfin, les deux dernières contributions, proposées par Holger Weiss, abordent les cas de deux organisations noires du Profintern : l'Internationale des gens de mer (ou ISH, pour International of Seamen and Harbour Workers) et du Comité international des travailleurs noirs (ou ITUCNW, pour International Trade Union Committee of Negro Workers). Ces deux organisations sont créées après le tournant « classe contre classe », tactique consistant à créer des organisations révolutionnaires sans alliance avec

les partis « bourgeois » (sociaux-démocrates) et succédant en 1928 à celle du « front uni par le bas » (travailler avec ou au sein d'organisations sociales-démocrates pour les radicaliser), considérée par Staline comme un échec. Les conséquences syndicales à ce tournant sont importantes : il ne s'agit plus pour les militants de créer des tendances révolutionnaires au sein de syndicats aux mains de sociaux-démocrates pour y construire la domination du communisme tout en unissant des forces hétérogènes contre les capitalistes, mais de constituer de nouveaux syndicats alternatifs clairement révolutionnaires. L'ISH tend ainsi à fédérer les groupes d'opposition révolutionnaire du secteur de la navigation et des docks en un syndicat révolutionnaire unifié. Sa bonne implantation dans des ports, où l'ISH organise des « Interclub » (appelés « Clubs des marins et des dockers » dans les sources en français), et des bateaux du monde entier permet une diffusion illégale de matériel de propagande dans les empires coloniaux, mais aussi la circulation clandestine de militants révolutionnaires. Le cas de l'ITUCNW, qui fait l'objet du dernier chapitre, est également décorqué dans la somme proposée par l'auteur dès 2013, *Framing a Radical African Atlantic* (FRAA ci-après). Dans cet ouvrage, après un retour sur « le communisme international et la "question noire" » (FRAA, p. 45-66), Holger Weiss explique les conditions de création de l'ITUCNW et de son organe *The Negro Worker*, sur les bases du « secrétariat noir » de Hambourg (ou « comité Hambourg ») créé en 1928. En juillet 1930, le comité Hambourg crée un syndicat international des travailleurs noirs, dont l'objectif est de défier l'impérialisme français, britannique, belge, autant que le racisme aux États-Unis. Mais son activité sera réduite à néant par la répression politique nazie qui s'abat sur les structures transnationales impulsées depuis l'Allemagne en 1933 (LAI, ITUCNW).

En plus de 750 pages, Holger Weiss explique l'existence complexe quoique brève de l'organisation, mettant l'accent sur son action à l'échelle internationale et ses réseaux déployés en Europe, en URSS, aux États-Unis, dans la Caraïbe, et en Afrique. Il suit ainsi de façon très documentée, notamment en détaillant leurs réseaux géographiques et sociaux, les quatre principaux cadres de l'ITUNWC, dont les noms donnent ainsi les titres des quatre chapitres : Kweku Bankole Awoonor Renner (ghanéen, 1898-1970), James W. Ford (états-unien, 1893-1957), Malcolm Nurse (alias George Padmore, trinitadien, 1902-1959), et Otto Huiswoud (surinamien, 1893-1961). L'historien expose la manière dont il a procédé et les fonds qu'il a dû consulter. Les Archives nationales russes constituent un lieu incontournable pour ses dossiers sur les partis communistes britannique et sud-africain et pour les dossiers personnels de militants (notamment de George Padmore) et d'organisations satellites (la LAI par exemple). Les archives fédérales allemandes, plusieurs fonds conservés dans des archives d'États fédérés allemands, les archives nationales britanniques, gambiennes, belges, suédoises, les archives de la LAI à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam sont également mobilisés pour retracer les parcours et les réseaux de ces acteurs.

Solidarité transnationale et surveillance coloniale

Si la force de ces ouvrages réside dans la variété des sources consultées, FRAA et ICTS mobilisent aussi des documents produits par les services de renseignement anti-communiste et colonial, sans les confronter réellement à l'historiographie de la surveillance. Les services producteurs, leur fonctionnement, l'articulation entre leurs différents acteurs ne sont pas précisément évoqués, et la critique externe nécessaire à

l'appréhension des sources issues du renseignement politique reste marginale. Dans les deux ouvrages, la surveillance politique est réifiée sous le terme global d'« intelligence ». Cette lecture donne l'impression de services de surveillance constants, homogènes (du moins à l'échelle des États), collaborant par-delà les frontières sans difficulté. Les expressions employées sont à cet égard révélatrices : Holger Weiss parle de « British colonial intelligence » (*FRAAF*, p. 4), de « colonial intelligence reports » (*FRAAF*, p. 15) ou encore de « British intelligence sources » (*FRAAF*, p. 25). Le livre comporte d'ailleurs une quarantaine de mentions de l'expression « intelligence » précédée d'un qualificatif national dans *FRAA*, sans que soit précisée l'influence dudit qualificatif.

Méthodologiquement, la seule confrontation des sources des services de renseignement et des diverses sources soviétiques (renseignement politique soviétique, notes de fonctionnement des organisations, rapports de réunions, matériel de propagande) permettrait, à en croire les deux ouvrages, une meilleure appréciation des faits. Si cette comparaison documentaire est nécessaire, elle ne peut faire toutefois l'économie de la critique des biais impliqués par la fréquentation de ce type particulier de sources. Dans son travail récent sur les origines et le fonctionnement de plusieurs services de renseignement militaire états-unis, Alexandre Rios-Bordès explique la rationalité de services de surveillance de l'entre-deux-guerres qui produisent des données à partir d'une logique binaire (être ou ne pas être une menace) et réticulaire (tous les séditeux seraient, de près ou de loin, en réseaux) (Rios-Bordès 2018).

La complexité (structurale et subjective) des ressorts des mobilisations collectives est également rendue invisible dans ces sources par les opérations de réécriture et de catégorisation de l'information. Pour que l'information soit exploitable par un service de

renseignement, des opérations de catégorisation viennent homogénéiser des groupes par des termes qui, en définitive, gommant toutes les hésitations possibles sur cette qualification. Les débats oraux sont ainsi masqués aux yeux de l'historien par la catégorisation écrite qui donne des atours définitifs à un substantif (« communiste », par exemple) qui n'est que l'une des étapes d'un processus devenu invisible. Enfin, la production de l'information repose beaucoup sur l'entretien par ces services de renseignement de réseaux d'informateurs eux-mêmes hétérogènes, et donnant un accès inégal à la réalité du paysage des mobilisations collectives de l'époque. L'abondance des sources concernant George Padmore, principal leader de l'ITUCNW, pourrait ainsi s'expliquer par un mouchard bien placé, et la rareté des documents à propos d'autres acteurs pourrait, elle, être le fruit d'opérations de sélection voire de failles du système de surveillance. Un questionnement généralisé sur le fonctionnement des services de renseignement, notamment impériaux et anticomunistes, aurait enfin pu mener Holger Weiss et son équipe à mobiliser des sources complémentaires. Dans *FRAA*, il n'est ainsi pas fait mention des archives du Service de contrôle et d'assistance des indigènes, aux ANOM d'Aix-en-Provence, qui regorgent pourtant de rapports consacrés à l'Union des travailleurs nègres (UTN), section française de l'ITUNW²⁵.

Plus radicalement, une réflexion trop secondaire sur les conditions de production de ces sources mène à négliger à quel point la surveillance politique est une donnée structurante de la vie des militants au cœur de ces ouvrages. Dans les deux volumes (bien plus de mille pages), une seule mention de ce phénomène apparaît, lorsque Padmore termine une lettre à son camarade Basie, militant au Ghana, lui recommandant de se méfier des espions et de la police coloniale (*FRAA*, p. 483). Pourtant, l'autobiographie

controversée de Richard Krebs *alias* Jan Val-
tin (1940), abondamment sollicitée par Hol-
ger Weiss dans *ICTS*, fourmille de passages
sur les réflexions de militants quant à la per-
méabilité de leur environnement à des mou-
chards et au travail corrupteur des services
de renseignement. Si d'autres témoignages
de l'époque confirment cette angoisse – qui
n'est pas pour autant un fantasme – des mili-
tants (Bui, Hoàng et Lê 1966 ; Truong 2003 ;
Vân 2000), les sources issues de l'activité de
renseignement elles-mêmes montrent les
stratégies d'évitement ou de contournement
des militants à leur égard. Aussi, si l'action
publique se constitue en relation avec son
public-cible, s'adaptant à ses conjonctures, le
répertoire d'action des militants est lui aussi
à expliquer à l'aune de cette action publique
qui l'entrave (Tilly 1984).

FRAA et *ICTS* apportent une compréhen-
sion sociale et politique importante des
acteurs et des organisations anti-impé-
rialistes de l'entre-deux-guerres de par le
monde, en mobilisant à la fois des sources
issues de leurs propres activités et des
archives impériales. Pour autant, les surveil-
lants ne doivent pas seulement être envisa-
gés comme des sources d'informations (par
ailleurs partiales et partielles) mais comme
de véritables acteurs qui participent, par
des relations le plus souvent conflictuelles,
à définir le cadre d'action des mobilisations
collectives qui défient l'impérialisme. La
surveillance politique n'est elle-même pas
qu'une angoisse, mais une variable présente
dans le quotidien de ceux qui se mobilisent,
en fonction de laquelle des stratégies sont
déployées.

* *
*

Si *Colonial Suspects* gagnerait à davantage se
plonger dans l'histoire des militants colo-
niaux communistes pour expliquer la genèse
de la surveillance politique en AOF, *ICTS*

et *FRAA* mériteraient de mieux prendre en
compte le fonctionnement des systèmes de
surveillance dont ils mobilisent (de façon
certes non exclusive) les sources.

Plus généralement, c'est toute l'étude des
systèmes de contrôle politique qui mériterait
de s'impliquer plus nettement dans l'étude
des mobilisations collectives ciblées par ces
systèmes. Inversement, tout travail sur les
mobilisations collectives faisant appel à des
sources issues de l'activité de contrôle poli-
tique ne peut négliger l'étude de ce phéno-
mène, et ne peut échapper à l'évaluation de
l'impact, à toutes échelles, de ces systèmes
de contrôle sur les mobilisations collectives.
L'ouvrage de Daniel Brückenhaus peut ser-
vir d'exemple de cette perspective. *A priori*
consacré à l'étude des services de surveillance
impériaux dans les métropoles française
et anglaise, *Policing Transnational Protest*
s'applique à chaque chapitre à revenir sur
l'histoire des mobilisations anti-impéria-
listes surveillées par ces acteurs. Ce faisant,
et s'appuyant sur la littérature spécialisée, il
fait en acte une critique des sources issues
de l'activité de renseignement, non pour trier
les « bonnes » des « mauvaises » informations
produites par ces services, mais pour mettre
en relation les catégories politiques utilisées
par les surveillants et leur environnement
(Brückenhaus 2017).

En d'autres termes, mobilisations collec-
tives et action publique, si elles ne se co-
construisent pas au sens strict du terme,
s'influencent et évoluent constamment en
relation l'une avec l'autre. Ces relations ne
sont pas l'alpha et l'oméga de mobilisa-
tions collectives qui ont bien sûr leur propre
agenda relativement autonome, ni de l'action
publique qui a des routines de fonctionne-
ment, des relations au champ politique, ou
encore une fonction précise dans l'économie
politique dominante. C'est précisément par
le détour de cette étude relationnelle que l'on
peut déceler et évaluer cette fonction.

Ouvrages cités

- ADI, Hakim. 2009. «The Negro Question: The Communist International and Black Liberation in the Interwar Years», in Michael O. West, William G. Martin et Fanon Che Wilkins (dir.), *From Toussaint to Tupac: The Black International since the Age of Revolution*. Chapel Hill, University of North Carolina Press : 155-175.
- ADI, Hakim. 2010. «The Comintern and Black Workers in Britain and France 1919–37», *Immigrants & Minorities*, vol. 28, n° 2-3 : 224-245.
- ADI, Hakim. 2013. *Pan-Africanism and Communism: The Communist International, Africa and the Diaspora, 1919-1939*. Trenton, Africa World Press.
- ADI, Hakim. 2018. *Pan-Africanism: A History*. Londres, Bloomsbury Publishing.
- ADI, Hakim et Marika SHERWOOD. 2003. *Pan-African History: Political Figures from Africa and the Diaspora since 1787*. Londres, Routledge.
- AGERON, Charles-Robert. 1988. «Durand (Pierre): Cette mystérieuse section coloniale. Le P.C.F. et les colonies (1920-1962) [compte rendu]», *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 280 : 363-363.
- ALEXANDERSON, Kris. 2014. «“A Dark State of Affairs”: Hajj Networks, Pan-Islamism, and Dutch Colonial Surveillance during the Interwar Period», *Journal of Social History*, vol. 47, n° 4 : 1021-1041.
- BALANDIER, Georges. 1951. «La situation coloniale : approche théorique», *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 11 : 44-79.
- BAROAH, Nirode Kumar. 2004. *Chatto: The Life and Times of an Anti-Imperialist in Europe*. Oxford, Oxford University Press.
- BAT, Jean-Pierre et Nicolas COURTIN (dir.). 2012. *Maintenir l'ordre colonial: Afrique et Madagascar*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BAYLY, Christopher Alan. 1996. *Empire and Information: Intelligence Gathering and Social Communication in India, 1780-1870*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BLANCHARD, Emmanuel. 2011. *La police parisienne et les Algériens (1944-1962)*. Paris, Nouveau monde.
- BLANCHARD, Emmanuel et Marieke BLOEMBERGEN. 2017. *Policing in Colonial Empires: Cases, Connections, Boundaries*. New York, Peter Lang.
- BLANCHARD, Emmanuel, Quentin DELUERMOZ et Joël GLASMAN. 2011. «La professionnalisation policière en situation coloniale : détour conceptuel et explorations historiographiques», *Crime, histoire et sociétés*, vol. 15, n° 2 : 33-53.
- BLANCHARD, Emmanuel et Joël GLASMAN. 2012. «Introduction générale, le maintien de l'ordre dans l'empire français : une historiographie émergente», in Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial: Afrique et Madagascar*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 11-41.
- BOITTIN, Jennifer Anne. 2010. *Colonial Metropolis: The Urban Grounds of Anti-Imperialism and Feminism in Interwar Paris*. Lincoln et Londres, University of Nebraska Press.
- BOLLENOT, Vincent. 2019. «“Ne visitez pas l'exposition coloniale !” La campagne contre l'exposition coloniale internationale de 1931, un moment anti-impérialiste», *French Colonial History*, n° 18 : 69-99.
- BRÜCKENHAUS, Daniel. 2010. «“Every Stranger Must Be Suspected”: Trust Relationships and the Surveillance of Anti-Colonialists in Early Twentieth-Century Western Europe», *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 36, n° 4 : 523-566.
- 2017. *Policing Transnational Protest: Liberal Imperialism and the Surveillance of Anticolonialists in Europe, 1905-1945*. Oxford, Oxford University Press.
- BUI, Lâm, Viêt Quốc HOÀNG et Luong Van LÊ. 1966. *Récits de la résistance vietnamienne (1925-1945)*. Paris, Maspero.
- CABALLERO, Manuel. 2002. *Latin America and the Comintern, 1919-1943*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CAMPBELL, Susan. ND. «The Negro Worker, A Comintern Publication of 1928-1937. An Introduction», *Marxists Internet Archive* [en ligne]. URL : <https://www.marxists.org/history/international/comintern/negro-worker/index.htm>.

- 1994. «“Black Bolsheviks” and Recognition of African-America’s Right to Self-Determination by the Communist Party USA», *Science & Society*, vol. 58, n° 4 : 440-470.
- CAREW, Joy Gleason. 2008. *Blacks, Reds, and Russians: Sojourners in Search of the Soviet Promise*. New Brunswick, Rutgers University Press.
- CHATTOPADHYAY, Suchetana. 2006. «The Bolshevik Menace: Colonial Surveillance and the Origins of Socialist Politics in Calcutta», *South Asia Research*, vol. 26, n° 2 : 165-179.
- CITTON, Yves et Frédéric LORDON. 2008. *Spinoza et les sciences sociales : de la puissance de la multitude à l'économie des affects*. Paris, Amsterdam.
- COHEN, Robin et Shirine M. RAI (dir.). 2000. *Global Social Movements*. Londres, Athlone Press.
- CONKLIN, Alice. 1997. *A Mission to Civilize: The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*. Stanford, Stanford University Press.
- DARNTON, Robert. 2001. «Literary Surveillance in the British Raj: The Contradictions of Liberal Imperialism», *Book History*, vol. 4 : 133-176.
- DENIS, Vincent et Catherine DENYS (dir.). 2012. *Polices d'Empires : XVIII^e-XIX^e siècles*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DERRICK, Jonathan. 2011. *Africa's «Agitators»: Militant Anti-Colonialism in Africa and the West, 1918-1939*. New York, Columbia University Press.
- DEWITTE, Philippe. 1985. *Les mouvements nègres en France, 1919-1939*. Paris, L'Harmattan.
- DREYFUS, Michel. 1982. «La Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale», *Communisme*, n° 2 : 49-72.
- DUFFIELD, Ian. 1984. «Pan-Africanism since 1940», in Michael Crowder (dir.), *The Cambridge History of Africa*. Cambridge, Cambridge University Press : 95-141.
- DUKER, William J. 1975. *The Comintern and Vietnamese Communism*. Athens, University Center for International Studies.
- DURAND, Pierre. 1986. *Cette mystérieuse section coloniale : le PCF et les colonies (1920-1962)*. Paris, Messidor.
- ETEMAD, Bouda. 2019. *Empires illusoires. Les paris perdus de la colonisation*. Paris, Vendémiaire.
- FEATHERSTONE, David. 2008. *Resistance, Space and Political Identities: The Making of Counter-Global Networks*. Malden, Wiley-Blackwell.
- 2012. *Solidarity: Hidden Histories and Geographies of Internationalism*. Londres, Zed Book.
- 2014. «Black Internationalism, International Communism and Anti-Fascist Political Trajectories: African American Volunteers in the Spanish Civil War», *Twentieth Century Communism*, n° 7 : 9-40.
- FRANÇOIS, Bastien, Jacques LAGROYE et Frédéric SAWICKI. 2012 [1991]. *Sociologie politique*, 6^e éd. revue et augmentée. Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz.
- FRÉMEAUX, Jacques. 2006. *Les colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*. Saint-Cloud, 14-18 éditions.
- GILMORE, Glenda. 2008. *Defying Dixie: The Radical Roots of Civil Rights, 1919-1950*. New York, W. W. Norton & Company.
- GLAES, Gillian. 2010. «Policing the Post-Colonial Order: Surveillance and the African Immigrant Community in France, 1960-1979», *Historical Reflections*, vol. 36, n° 2 : 108-126.
- GOEBEL, Michael. 2019. «Spokesmen, Spies, and Spouses: Anticolonialism, Surveillance, and Intimacy in Interwar France», *The Journal of Modern History*, vol. 91, n° 2 : 380-414.
- GRÉMONT, Johann. 2018. *Maintenir l'ordre aux confins de l'Empire. Pirates, trafiquants et rebelles entre Chine et Viêt Nam, 1895-1940*. Paris, Maisonneuve et Larose et Hémisphères.
- HARGREAVES, John D. 1993. «The Comintern and Anti-Colonialism: New Research Opportunities», *African Affairs*, vol. 92, n° 367 : 255-261.
- HAYWOOD, Harry. 1978. *Black Bolshevik: Autobiography of an Afro-American Communist*. Chicago, University of Minnesota Press.
- KANET, Roger E. 1973. «The Comintern and “the Negro Question”: Communist Policy in the United States and Africa, 1921-1941», *Survey: A Journal of Soviet and East European Studies*, n° 19 : 86-122.
- KELLER, Kathleen. 2018. *Colonial Suspects: Suspicion, Imperial Rule, and Colonial Society in*

Interwar French West Africa. Lincoln et Londres, University of Nebraska Press.

KITTS, Antony. 2008. « Mendicité, vagabondage et contrôle social du Moyen Âge au XIX^e siècle : état des recherches », *Revue d'histoire de la protection sociale*, n° 1 : 37-56.

LANG, Clarence et Robbie LIEBERMAN. 2009. *Anticommunism and the African American Freedom Movement: « Another Side of the Story »*. Basingstoke, Palgrave Macmillan.

LEBOVICS, Herman. 1992. *True France: The Wars over Cultural Identity, 1900-1945*. Ithaca, Cornell University Press.

LEMERCIER, Claire et Claire ZALC. 2007. *Méthodes quantitatives pour l'historien*. Paris, La Découverte.

LIAUZU, Claude. 1982. *Aux origines des tiers-mondisme : colonisés et anticolonialistes en France (1919-1939)*. Paris, L'Harmattan.

LORCIN, Patricia M. E. et Todd SHEPARD. 2016. *French Mediterraneans: Transnational and Imperial Histories*. Lincoln et Londres, University of Nebraska Press.

MAKALANI, Minkah. 2011. *In the Cause of Freedom: Radical Black Internationalism from Harlem to London, 1917-1939*. Chapel Hill, University of North Carolina Press.

— 2017. « An Incessant Struggle against White Supremacy: The International Congress against Imperialism and the International Circuits of Black Radicalism », in Andrew Preston et Doug Rossinow (dir.), *Outside In: The Transnational Circuitry of US History*. Oxford, Oxford University Press : 182-203.

MARANGÉ, Céline. 2012. *Le communisme vietnamien (1919-1991). Construction d'un État nation entre Moscou et Pékin*. Paris, Presses de Sciences Po.

— 2016a. « André Ferrat et la création du Parti communiste algérien (1931-1936) », *Histoire@Politique*, n° 29 : 190-219.

— 2016b. « De l'influence politique des acteurs coloniaux », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 131 : 3-16.

— 2016c. « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne

(1926-1930) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 131 : 53-70.

MARGAIN, Constance. 2015. « The International Union of Seamen and Harbour Workers (ISH) 1930-1937: Interclubs and Transnational Aspects », *Twentieth Century Communism*, n° 8 : 133-144.

MAXWELL, William. 1999. *New Negro, Old Left: African-American Writing and Communism Between the Wars*. New York, Columbia University Press.

MAYER, David. 2016. « À la fois influente et marginale : l'Internationale communiste et l'Amérique latine », trad. de l'allemand par Jean-Léon Muller, *Monde(s)*, n° 10 : 109-128.

M'BAYE, Babacar. 2017. *Black Cosmopolitanism and Anticolonialism: Pivotal Moments*. Londres, Routledge.

MCCLELLAN, Woodford. 1993. « Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925-1934 », *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 26, n° 2 : 371-390.

MONETA, Jakob. 1971. *La politique du Parti communiste français dans la question coloniale (1920-1963)*. Paris, Maspero.

MORLAT, Patrice. 1990. *La répression coloniale au Vietnam (1908-1940)*. Paris, L'Harmattan.

— 1995. *Les affaires politiques de l'Indochine (1895-1923). Les grands commis du savoir au pouvoir*. Paris, L'Harmattan.

MURPHY, David. 2015. « Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 126 : 55-72.

PENNETIER, Claude et Bernard PUDAL. 2014. *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoire du « moi »*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

PETERSSON, Frederik. 2013. « "We Are Neither Visionaries Nor Utopian Dreamers". Willi Münzenberg, the League against Imperialism, and the Comintern (1925-1933) », thèse de doctorat en histoire, Åbo Akademi University.

— 2014a. *Willi Munzenberg, the League Against Imperialism, and the Comintern, 1925-1933*. Lewiston, Edwin Mellen Press Ltd.

— 2014b. «Hub of the Anti-Imperialist Movement: The League against Imperialism and Berlin, 1927–1933», *Interventions. International Journal of Postcolonial Studies*, vol. 16, n° 1: 49-71.

PRAKASH, Amit. 2013. «Colonial Techniques in the Imperial Capital: The Prefecture of Police and the Surveillance of North Africans in Paris, 1925-1970», *French Historical Studies*, vol. 36, n° 3: 479-510.

QUINN-JUDGE, Sophie. 2003. *Ho Chi Minh: The Missing Years, 1919-1941*. Londres, C. Hurst & Co Publishers.

RIOS-BORDÈS, Alexandre. 2018. *Les savoirs de l'ombre. La surveillance militaire des populations aux États-Unis*. Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales.

ROSENBERG, Clifford. 2004. «Une police de "simple observation"?», *Genèses*, n° 54: 53-75.

— 2006. *Policing Paris: The Origins of Modern Immigration Control between the Wars*. Ithaca, Cornell University Press.

SATIA, Priya. 2009. *Spies in Arabia: The Great War and the Cultural Foundations of Britain's Covert Empire in the Middle East*. Oxford, Oxford University Press.

SCALES, Rebecca P. 2010. «Subversive Sound: Transnational Radio, Arabic Recordings, and the Dangers of Listening in French Colonial Algeria, 1934-1939», *Comparative Studies in Society and History*, vol. 52, n° 2: 384-417.

SCHMIDT, Regin. 2000. *Red Scare: FBI and the Origins of Anticommunism in the United States, 1919-1943*. Copenhagen, Museum Tusulanum Press.

SHERIDAN, Johns. 1975. «The Comintern, South Africa and the Black Diaspora», *The Review of Politics*, vol. 37, n° 2: 200-234.

SINGHA, Radhika. 2015. «Punished by Surveillance: Policing "Dangerousness" in Colonial India, 1872-1918», *Modern Asian Studies*, vol. 49, n° 2: 241-269.

SOHI, Seema. 2011. «Race, Surveillance, and Indian Anticolonialism in the Transnational Western U.S.-Canadian Borderlands», *The Journal of American History*, vol. 98, n° 2: 420-436.

SOLOMON, Mark. 1998. *The Cry Was Unity: Communists and African Americans, 1917-1936*. Jackson, University Press of Mississippi.

STEVENS, Margaret. 2017. *Red International and Black Caribbean: Communists in New York City, Mexico and the West Indies, 1919-1939*. Londres, Pluto Press.

STOLER, Ann Laura. 2009. *Along the Archival Grain: Epistemic Anxieties and Colonial Commonsense*. Princeton, Princeton University Press.

STUDER, Brigitte. 2015. *The Transnational World of the Cominternians*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan.

SURUN, Isabelle. 2012. *Les sociétés coloniales à l'âge des empires*. Paris, Atlande.

THOMAS, Martin. 2005. «Albert Sarraut, French Colonial Development, and the Communist Threat, 1919-1930», *The Journal of Modern History*, vol. 77, n° 4: 917-955.

— 2007. *Empires of Intelligence: Security Services and Colonial Disorder After 1914*. Oakland, University of California Press.

— (dir.). 2012a. *The French Colonial Mind*. Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 2 vol.

— 2012b. *Violence and Colonial Order*. Cambridge, Cambridge University Press.

TILLY, Charles. 1984. «Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 4: 89-108.

TOSSTORFF, Reiner. 2004. *Profintern. Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1921-1937*. Paderborn, Schoeningh Ferdinand GmbH.

— 2016. *The Red International of Labour Unions (RILU) (1920-1937)*. Leyde, Brill.

TRUONG, Phan Văn. 2003. *Une histoire de conspirateurs annamites à Paris, ou la vérité sur l'Indochine*. Montreuil, L'insomniaque.

VALTIN, Jean. 1940. *Out of the Night*. New York, Alliance Book Corporation.

VĂN, Ngô. 2000. *Au pays de la Cloche fêlée : tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale*. Montreuil, L'insomniaque.

WEISS, Holger. 2013. *Framing a Radical African Atlantic: African American Agency, West African Intellectuals and the International Trade Union Committee of Negro Workers*. Leyde, Brill.

— 2016a. «Between Moscow and the African Atlantic», *Monde(s)*, n° 10, p. 89-108.

— 2016b. *International Communism and Transnational Solidarity: Radical Networks, Mass Movements and Global Politics, 1919-1939*. Leyde, Brill.

WILSON, Edward Thomas. 1974. *Russia and Black Africa before World War II*. New York, Holmes & Meier.

ZINOMAN, Peter. 2001. *The Colonial Bastille: A History of Imprisonment in Vietnam, 1862-1940*. Berkeley, University of California Press.

ZUMOFF, Jacob. 2014. *The Communist International and US Communism, 1919-1929*. Leyde, Brill.

NOTES

1. Pour une présentation synthétique mais complète des renouvellements historiographiques dans le champ des études coloniales du dernier demi-siècle, et donc sur la notion de «nouvelle histoire impériale», voir Surun (2012). La nouvelle histoire impériale peut être définie comme un courant hétérogène de travaux qui, depuis une vingtaine d'années, mettent en avant un cadre d'analyse impérial pour faire l'histoire de différentes parties des empires coloniaux, métropoles incluses. Les chercheurs les plus représentatifs de cette perspective (avec toutefois des nuances de positionnements) sont Frederick Cooper, Tyler Stovall ou Gary Wilder.

2. «Colonial Suspects: Suspicious Persons and Police Surveillance in French West Africa, 1914-1945», thèse de doctorat (PHD), Rutgers University, 2007.

3. Nous entendons par «situation impériale» une extension de la notion de «situation coloniale» (selon laquelle les relations coloniales sont des constructions historiques et sociales, co-produites par les interactions des colonisateurs et des colonisés, continûment en mouvement, relevant donc de choix politiques, assurant la domination d'une minorité numérique raciale sur une majorité colonisée) proposée par Georges Balandier à une échelle non plus circonscrite à une colonie mais étendue à tout l'empire, métropole incluse (Balandier 1951).

4. Notre traduction, comme pour toutes les citations extraites des trois ouvrages commentés.

5. Tout en soulignant la dimension relationnelle, nous nous référons à la notion d'action publique telle qu'elle est définie par Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki: «L'action publique se présente concrètement comme l'ensemble des effets, pas nécessairement prévisibles et cohérents, qui résultent d'interactions entre des institutions interdépendantes, entre les agents qui font vivre ces institutions et une multitude

d'acteurs sociaux intéressés par les "décisions politiques", entre ces acteurs et les gouvernants...» (François, Lagroye et Sawicki 2012 [1991]: 515; nous soulignons).

6. Après la Première Guerre mondiale, la relation entre métropole et empire tend à être imprégnée par un discours de «mission civilisatrice» et de «mise en valeur» des colonies, discours moins présent – du moins dans cette acception laïque – auparavant.

7. «Colonial policing has typically been understood as a rational means to secure European colonial property, defend the social and political order, police crime, protect the colonial economy, and prevent rebellion. My investigation into the history of suspicion reveals that more was at stake. The central argument of this book is that a "culture of suspicion" emerged in French West Africa in the interwar era that came to define the policies and practices of the colonial state and can shed light on certain aspects of colonial society. The culture of suspicion reveals how fears about political dissidence as an existential threat to the French led to attempts to identify suspects who appeared potentially frightening. Policing in AOF reveals an increasingly irrational side to colonial rule in which paranoia, fear, and anxiety dominated decision making».

8. «Enfin, il s'agit de voir les archives coloniales comme des sites [dépositaires] des attentes et des échecs – des rêves de futurs confortables et les présages de futurs échecs» (Stoler 2009: 1).

9. «[...] the need for surveillance of the population in order to collect intelligence on threatening forms of propaganda was related to a fantasy of high administrators more than to a legitimate threat within the population».

10. «Historians have acknowledged that paranoia shaped institutions of colonial surveillance, but it seems that in the case of French West Africa, it was perhaps

the most significant factor driving authorities to conduct political investigations».

11. «[...] ideas about suspicious foreigners as communist agents, although driven by paranoia, were not entirely fantasy».

12. «I estimate the total number of suspect files examined from 1914 to 1939 in this project at around four hundred».

13. «I do not rely on quantitative analysis».

14. ANOM 15SLOTFOFOM. Une inspection de ce fonds nous a permis de trouver qu'au moins quatre «suspects» identifiés par Kathleen Keller ont aussi un dossier individuel de surveillance dans ce fonds.

15. Au-delà de l'exemple ici développé, mentionnons également la mauvaise traduction de *Vô Sãn* (*Le Prolétaire*, titre d'un journal révolutionnaire indochinois publié par le PCF) par «Between Us», l'accentuation du «a» de *Sãn* étant oubliée, et ses liens avec le PCF non évoqués (*CS*, p. 108). Le livre, consacré à la surveillance, aurait également pu évoquer, au moment de présenter le militant Lamine Senghor (*CS*, p. 33-34), la controverse selon laquelle il aurait été un agent du renseignement colonial en métropole (Derrick 2011 : 221-226 ; M'Baye 2017 : 137-167 ; Murphy 2015) – controverse ultérieure au seul travail de Philippe Dewitte cité (Dewitte 1985).

16. D'importants développements sont proposés au sujet de la LAI dans *Framing a Radical African Atlantic* par Fredrik Petersson, également auteur d'une thèse sur le sujet (Petersson 2013). Ce passage, qui évoque en fait les réseaux transnationaux de navigateurs affiliés au Komintern ou au Profintern aurait aussi pu s'appuyer sur la thèse de Constance Margain (2015). Voir également l'article déjà ancien de Michel Dreyfus (1982).

17. «[...] the story surrounding Chains shows that colonial authorities were actively seeking Frenchmen engaged in anticolonial propaganda outside of communist circles».

18. Il faudrait également mentionner les autobiographies et récits militants qui se penchent sur cette question (Haywood 1978).

19. Militant de la IV^e Internationale, Jakob Moneta s'engagea aux côtés du Front de libération nationale et s'opposa à la guerre d'Algérie notamment.

20. Journaliste à *l'Humanité* (dont il fut correspondant en URSS en 1951), Pierre Durand eut plusieurs

responsabilités politiques au sein du PCF. Voir le compte rendu sévère de son livre proposé par Charles-Robert Ageron (1988).

21. Film à paraître de Yelena Demikovsky, *Black Russians: The Red Experience*, 1066 Productions, dont la bande-annonce est visible en ligne. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=l8l-SFP2atY>.

22. Profintern (en russe) aussi appelé en français Internationale syndicale rouge (ISR), ou, en anglais, Red International Labour Union (RILU). À notre connaissance, il n'existe pas d'ouvrage de référence en français portant spécifiquement sur le Profintern. La principale somme sur ce sujet est l'œuvre de l'historien allemand Reiner Tosstorff (2004), récemment traduite en anglais, précisément aux éditions Brill dans la collection «Historical Materialism Book Series» (Tosstorff 2016).

23. Voir la thèse en cours qui lui est consacrée : Corentin Lahu, «Lutter contre la répression et organiser la solidarité ouvrière : du Secours rouge international au Secours populaire (1923-1945)», Université de Bourgogne Franche-Comté. Il ne faut pas confondre ce SRI et le Secours ouvrier international (SOI) ou Workers International Relief (WIR), autre organisation comparable mais créée en 1921 à Berlin pour organiser une solidarité ouvrière internationale face à la famine en Russie. Il est aussi question du SOI dans l'ouvrage : Kasper Braskén, «Chapter 3. In Pursuit of Global International Solidarity? The Transnational Networks of the International Workers' Relief, 1921-1935» (*ICTS*, p. 130-167).

24. «Je me souviens [...] de la conférence de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, qui eut lieu à Bruxelles, il y a près de trente ans. Lors cette conférence, de nombreux éminents délégués qui sont aujourd'hui même ici, se sont rencontrés et ont trouvé de nouvelles forces dans leur combat pour l'indépendance» (*ICTS*, p. 191).

25. ANOM, 3SLOTFOFOM/6, 27, 36, 46, 47, 53, 73, 78, 136 ; et 5SLOTFOFOM/5, 26, 28, 46. Dans *FRAA*, ce fonds d'archives (appelé SLOTFOFOM) n'est cité qu'à deux reprises en plus de 750 pages. Il n'est jamais cité dans *ICTS*. Les archives de Dakar exploitées par Kathleen Keller auraient également pu être mentionnées.